



La Société Nouvelle

Mesurer, Informer
pour une économie durable

Empreinte carbone du secteur de l'action sociale

Etude sectorielle – Q87 & Q88

Avril 2026



Pour atteindre ses objectifs climatiques tout en répondant aux besoins croissants, le secteur de l'action sociale devra diminuer plus rapidement son intensité carbone

En 2023, la production du secteur de l'action sociale s'élève à 104,8 milliards d'euros et son empreinte carbone à 7,6 MtCO_{2e}, soit 73 gCO_{2e} par euro produit. Si son intensité carbone reste inférieure à la moyenne de l'économie, le secteur est confronté à un défi majeur : accompagner la hausse des besoins sociaux tout en engageant une réduction plus rapide de ses émissions. Celles-ci proviennent en majorité des consommations intermédiaires, qui concentrent 62 % de l'empreinte totale, en lien notamment avec les achats de biens, l'hébergement-restauration, le transport et les services spécialisés. Dans ce contexte, la décarbonation du secteur repose autant sur la maîtrise de ses émissions directes, attendue à la hausse sur les prochaines années, que sur l'évolution de ses consommations. À l'horizon 2030, la cible est estimée à 43 gCO_{2e} par euro de production ; or selon la prolongation des tendances observées, l'intensité atteindrait 60 gCO_{2e} par euro : l'atteinte de cet objectif suppose donc une accélération de la réduction des émissions directes et indirectes.

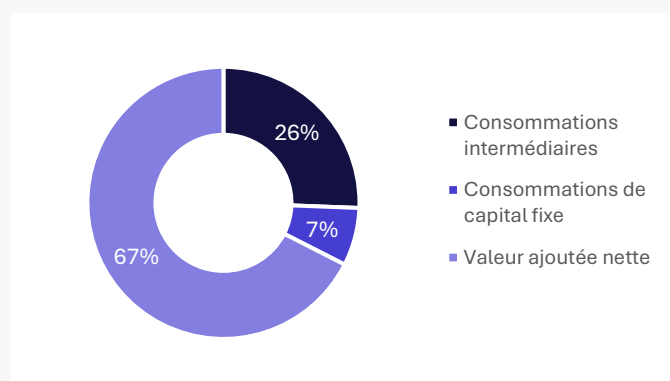
Description de l'activité et structure économique

Le secteur de l'action sociale, divisions 87 et 88 de la NACE Rév.2, comprend l'hébergement médico-social et social (hébergement médicalisé pour personnes âgées et pour personnes en situation de handicap, et hébergement social de personnes en difficulté, toxicomanes ou handicapées) et les divers services d'action sociale (services sociaux, d'assistance et d'orientation, aide à domicile, accueil de jeunes enfants, services d'éducation spécialisés, aides aux victimes, etc.).

En 2023, la production de ces services est valorisée à 104,8 milliards d'euros. Le secteur se caractérise par une très forte valeur ajoutée nette, représentant plus des deux tiers de la production, reflet d'activités reposant fortement sur le travail humain, tandis que les consommations intermédiaires et les consommations de capital fixe en constituent, respectivement 26 % et 7 %.

Les principales activités amont sont des activités administratives (15 %), l'industrie manufacturière (14 %), l'hébergement et la restauration (13 %), le commerce (12 %) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (11 %).

Répartition de la production



Agrégat	Volume	Part
Production	104 802 m€	100.0 %
Consommations intermédiaires	26 813 m€	25.6 %
Consommations de capital fixe	7 221 m€	6.9 %
Valeur ajoutée nette	70 768 m€	67.5 %

Source : FIGARO (JRC, Eurostat), Insee – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : En 2023, les consommations intermédiaires représentent 25,6 % de la production du secteur de l'action sociale.

Répartition des consommations intermédiaires

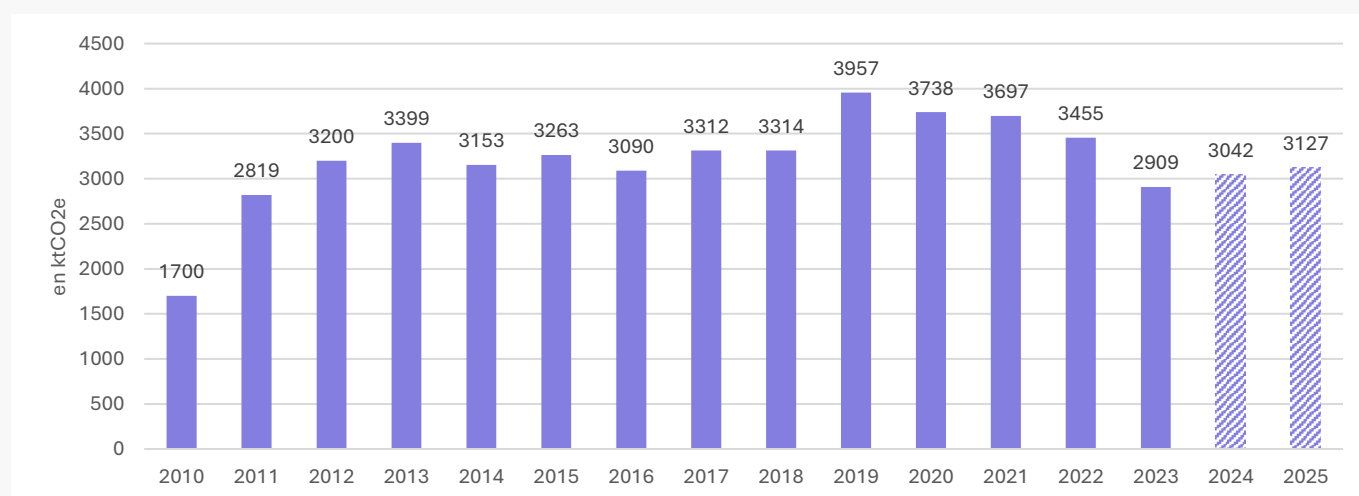
Activité économique	Volume	Part	Importations
[A] Agriculture	80 m€	< 1 %	6 %
[B-E] Industries	5 282 m€	20 %	31 %
[B] Industries extractives	7 m€	<1 %	34 %
[C] Industrie manufacturière	3 656 m€	14 %	44 %
[D] Industrie énergétique (électricité, gaz, vapeur, etc.)	1 281 m€	5 %	1 %
[E] Industrie de l'eau et des déchets	337 m€	1 %	2 %
[F] Construction	806 m€	3 %	1 %
[G-I] Commerce, Transports, Hébergement et Restauration	7 685 m€	29 %	17 %
[G] Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	3 147 m€	12 %	35 %
[H] Transports et entreposage	1 093 m€	4 %	14 %
[I] Hébergement et restauration	3 445 m€	13 %	1 %
[J] Information et télécommunication	1 550 m€	6 %	16 %
[K] Activités financières et d'assurance	511 m€	2 %	20 %
[L] Activités immobilières	1 341 m€	5 %	1 %
[MN] Activités spécialisées	7 151 m€	27 %	9 %
[M] Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 064 m€	11 %	7 %
[N] Activités de services administratifs et de soutien	4 086 m€	15 %	11 %
[OQ] Administration publique	2 085 m€	8 %	1 %
[RS] Activités créatives et autres services	321 m€	1 %	7 %

Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : En 2023, les activités de commerce, transport, hébergement-restauration (G-I), les activités spécialisées (MN) et les industries (B-E) constituent les principaux postes de consommations intermédiaires du secteur de l'action sociale.

Emissions directes de gaz à effet de serre

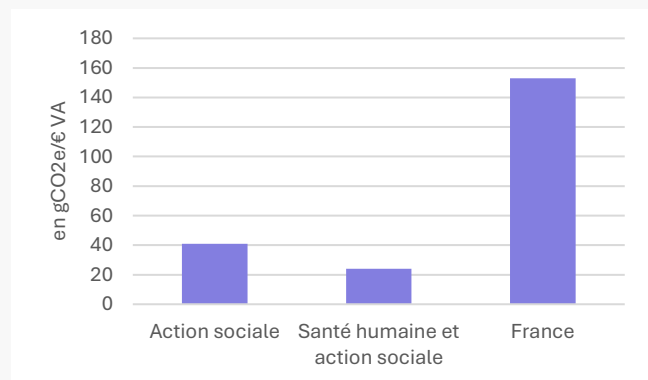
En 2023, les émissions directes du *commerce de détail* s'élèvent à 2 909 ktCO₂e. Sur les cinq dernières années, les émissions directes suivent une évolution à la baisse depuis 2019, mais restent en hausse de plus de 80 % par rapport à 2010.



Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle.

Lecture : Les émissions directes du secteur passent de 1,7 MtCO₂e en 2010 à 2,9 MtCO₂e en 2023. Les valeurs 2024 et 2025 sont tendanciennes.

D'un point de vue performance, l'empreinte carbone de la valeur ajoutée brute est de 41 gCO₂e/€, soit un niveau inférieur à celui des activités de services (65 gCO₂e/€), et donc inférieur à la moyenne du PIB, s'élevant à 153 gCO₂e/€.



Périmètre	Empreinte
[Q87_88] Action sociale	41 gCO₂e/€
[Q] Santé humaine et action sociale	24 gCO ₂ e/€
[GS] Services (hors construction)	65 gCO ₂ e/€
[TOTAL] Activités économiques - France	153 gCO₂e/€

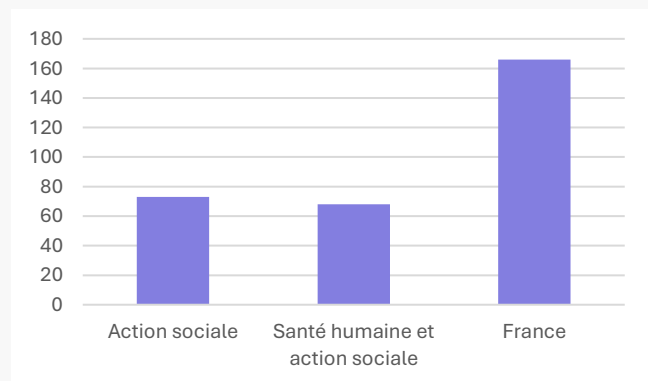
Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : En 2023, l'empreinte carbone de la valeur ajoutée brute du secteur *Action sociale* est de 41 gCO₂e par euro.

Empreinte de la production et déterminants

En incluant les émissions indirectes amont, l'empreinte carbone de la production du secteur du *commerce de détail* est évaluée à 73 gCO₂e/€ en 2023, soit des émissions directes et indirectes amont de l'ordre de 7,6 MtCO₂e. L'intensité est légèrement supérieure à celle du secteur *Santé humaine et action sociale* (68 gCO₂e/€).

Concernant l'origine de l'empreinte carbone, 62 % des émissions proviennent des consommations intermédiaires, dont 25 % pour des achats de biens (industrie manufacturière et commerce). Les activités d'hébergement et restauration (10 %), de transport (6 %) et les activités spécialisées (8 %) complètent les principaux postes d'émissions indirects amont.



Périmètre	Empreinte
[Q87_88] Action sociale	73 gCO₂e/€
[Q] Santé humaine et action sociale	68 gCO ₂ e/€
[GS] Services (hors construction)	94 gCO ₂ e/€
[TOTAL] Activités économiques - France	166 gCO₂e/€

Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : En 2023, l'empreinte carbone de la production du secteur *Action sociale* est de 73 gCO₂e par euro.

Décomposition de l'empreinte des consommations intermédiaires par activité économique

Activité économique amont	Emissions	Part
Opérations directes du secteur	2 909 ktCO₂e	38 %
[A] Agriculture	78 ktCO₂e	1 %
[B-E] Industries	1 864 ktCO₂e	24 %
[B] Industries extractives	3 ktCO ₂ e	< 1 %
[C] Industrie manufacturière	1 431 ktCO ₂ e	19 %
[D] Industrie énergétique (électricité, gaz, vapeur, etc.)	302 ktCO ₂ e	4 %
[E] Industrie de l'eau et des déchets	129 ktCO ₂ e	2 %
[F] Construction	153 ktCO₂e	2 %

[G-I] Commerce, Transports, Hébergement et Restauration	1 649 ktCO2e	22 %
<i>[G] Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles</i>	477 ktCO2e	6 %
<i>[H] Transports et entreposage</i>	421 ktCO2e	6 %
<i>[I] Hébergement et restauration</i>	751 ktCO2e	10 %
[J] Information et télécommunication	118 ktCO2e	2 %
[K] Activités financières et d'assurance	33 ktCO2e	< 1 %
[L] Activités immobilières	16 ktCO2e	< 1 %
[MN] Activités spécialisées	607 ktCO2e	8 %
<i>[M] Activités spécialisées, scientifiques et techniques</i>	200 ktCO2e	3 %
<i>[N] Activités de services administratifs et de soutien</i>	407 ktCO2e	5 %
[OQ] Administration publique	157 ktCO2e	2 %
[RS] Activités créatives et autres services	45 ktCO2e	1 %

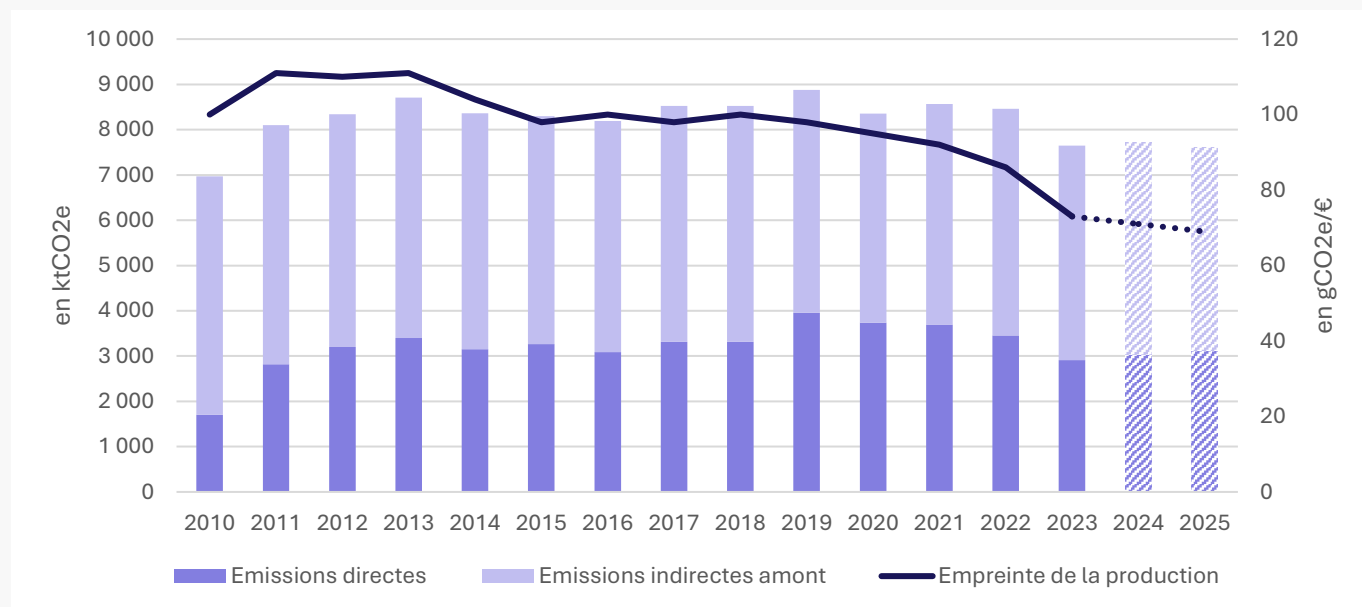
Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : En 2023, les émissions directes représentent 38 % de l’empreinte carbone de la production du secteur de l’action sociale ; l’industrie manufacturière en représente 19 %.

Evolution de l’empreinte carbone

Depuis 2013, le secteur enregistre une baisse de son empreinte carbone en intensité, passant de 111 à 73 gCO2e par euro, soit une baisse de 34 %. Sur la même période, les émissions diminuent nettement plus modérément, de 8,3 MtCO2e à 7,6 MtCO2e (soit une baisse de 12 %), dans un contexte de croissance de l’activité du secteur.

L’évolution de l’empreinte carbone de la production tient quasi-exclusivement à l’amélioration de l’empreinte des consommations intermédiaires, malgré une augmentation de la part des intrants dans la production, passant de 23 % à 26 %.



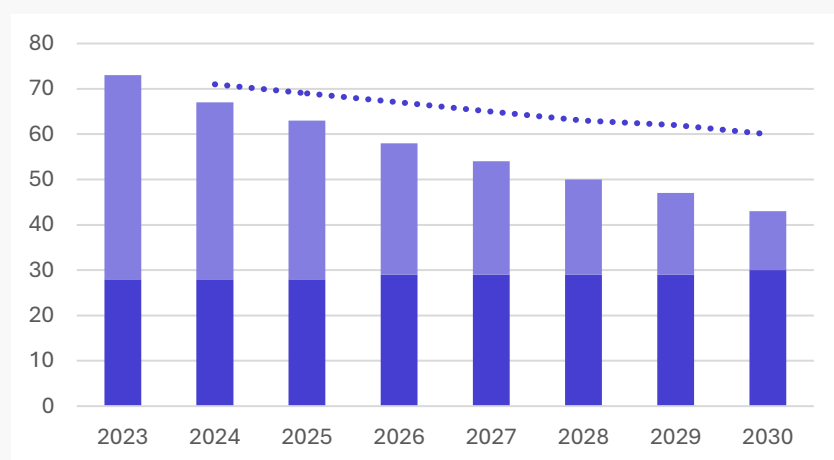
Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : Le graphique présente l’évolution de l’empreinte carbone de la production, en valeur absolue (échelle de gauche, en ktCO2e) avec une distinction entre émissions directes et émissions indirectes amont, et en intensité (échelle de droite, en gCO2e/€) entre 2010 et 2025. Les valeurs 2024 et 2025 sont tendanciennes.

Trajectoires cibles à horizon 2030

Au regard des perspectives économiques et compte tenu des budgets carbone et des objectifs sectoriels de la SNBC, la performance carbone du secteur à l'horizon 2030 est estimée à 43 gCO₂e par euro de production. Le scénario tendanciel indique une intensité carbone de la production de l'ordre de 60g CO₂e/€ en 2030, soit un niveau encore trop élevé par rapport aux objectifs.

La principale réduction de l'empreinte est attendue à l'échelle des consommations intermédiaires, pour passer de 4,7 MtCO₂e à 1,7 MtCO₂e. Au niveau du périmètre opérationnel, l'enjeu pour le secteur est donc avant tout de maîtriser ses émissions au regard de la croissance du secteur, en maintenant l'intensité de valeur ajoutée nette.



Source : FIGARO (JRC, Eurostat) – Traitement La Société Nouvelle

Lecture : A horizon 2030, l'empreinte cible pour la production du secteur de l'Action sociale est de 43 gCO₂e/€.

Note méthodologique

Cette étude porte sur le secteur Q87_88 – Action sociale. Les résultats reposent sur un traitement des tableaux FIGARO (*Full International and Global Accounts for Research in Input-Output analysis*), élaborés par le Joint Research Centre (JRC) de la Commission européenne et Eurostat.

L'analyse s'appuie sur le cadre entrées-sorties pour estimer les émissions de gaz à effet de serre associées à la production du secteur. Elle distingue les émissions directes de la branche des émissions indirectes amont liées aux consommations intermédiaires, y compris importées.

Les indicateurs présentés dans cette note correspondent à plusieurs périmètres : émissions directes, empreinte rapportée à la valeur ajoutée et empreinte de la production. Les décompositions sectorielles identifient les principales branches contributrices à l'empreinte du secteur dans le cadre de la nomenclature mobilisée par FIGARO.

Ces résultats relèvent d'une lecture macroéconomique sectorielle. Ils décrivent des niveaux moyens issus des relations intersectorielles retracées dans FIGARO et ne portent pas sur des unités productives prises isolément.